

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement d'Occitanie
320 Chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA Distillerie Sud Languedoc

76 Avenue des Corbières
11200 Ornaisons

Références : 2024-151
Code AIOT : 0006600370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement SCA Distillerie Sud Languedoc implanté La Prade 11130 Sigean. L'inspection a été annoncée le 01/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est initiée dans le cadre d'une plainte pour nuisances sonores principalement générées par le fonctionnement de la chaufferie à biomasse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA Distillerie Sud Languedoc

- La Prade 11130 Sigean
- Code AIOT : 0006600370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de distillation comprenant un ensemble d'installations connexes : stockage alcools, stockage marcs, chaufferie gaz, chaufferie biomasse, bassins d'évaporation d'effluents ...

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	BRUIT - Niveau bruit	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2	Sans objet
2	BRUIT - Valeurs émergence	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.3.1	Sans objet
4	Localisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 1.2.2 ; 5.1.3	Sans objet
5	BRUIT - Aménagements	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de distillation ainsi que de la chaufferie à biomasse n'étaient pas en fonctionnement le jour de la visite.

Report de la visite à la date du 17/04/2024.

La plaignante a été rencontrée afin de prendre connaissance des difficultés et enjeux liés à la problématique "bruit".

Des actions seront à prévoir dans le cadre de la gestion des émissions sonores (par rapport au rapport de mesures de bruit ANTEA), de la rénovation des accès ainsi que de l'évacuation des bennes à déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BRUIT - Niveau bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée: PERIODES PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)

<p>Niveau sonore limite admissible</p> <p>70 dB(A)</p> <p>60 dB(A)</p> <p>Une mesure des émissions sonores et de l'émergence est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié au plus tard pour la fin du 1er trimestre 2015 et, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Installations chaufferie biomasse à l'arrêt au jour de la visite.</p> <p>La rencontre avec la plaignante a permis de mieux comprendre les nuisances subies et ses attentes.</p> <p>Thématique reportée au 14/04/2024 (installations en fonctionnement et présence de l'exploitant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : BRUIT - Valeurs émergence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs émergence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Supérieur à 45 dB(A)</p> <p>5 dB(A)</p> <p>3 dB(A)</p> <p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Installations chaufferie biomasse à l'arrêt au jour de la visite.</p> <p>La rencontre avec la plaignante a permis de mieux comprendre les nuisances subies et ses</p>

attentes.
Thématique reportée au 14/04/2024 (installations en fonctionnement et présence de l'exploitant).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Accès - Voies de circulation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les voies de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières. Lorsque les travaux ne portent que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout ..., sont prises pour assurer la sécurité. Toutes dispositions sont mises en œuvre pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.
Constats : La situation des axes de circulation est abordée avec la directrice du site. Aucune décision n'est prise en l'absence du directeur de l'entité "Distillerie Sud Languedoc". Thématique reportée au 14/04/2024 (présence de l'exploitant).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 1.2.2 ; 5.1.3
Thème(s) : Autre, Parcelle ; Déchets
Prescription contrôlée :

Article 1.2.2 :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
SIGEAN	POS approuvé le 16 octobre 1997: - zone UE: parcelle 465 (implantation des installations) - zone NCi: parcelles 361 et 465 en partie	La Prade
SIGEAN	POS approuvé le 16 octobre 1997: - zone NC: parcelles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 41 et 42	Les Estagnols

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 5.1.3 :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets entreposés sur le site sont régulièrement évacués, sans excéder trois mois de production.

Les boues de curage des bassins sont entreposées sur le site des bassins. Les boues de curages des bassins sont évacuées vers une filière de valorisation ou d'élimination dûment réglementée.

Les bassins sont régulièrement curés de façon à éviter l'apparition de phénomènes malodorants.

Constats :

La situation des bennes à déchets à l'extérieur du périmètre d'autorisation ainsi que l'état de conservation des bennes à déchets est abordée avec la directrice du site.

Aucune décision n'est prise en l'absence du directeur de l'entité "Distillerie Sud Languedoc".

Thématique reportée au 14/04/2024 (présence de l'exploitant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : BRUIT - Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plainte voisinage
Prescription contrôlée : <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.</p>
Constats : <p>Installations chaufferie biomasse à l'arrêt au jour de la visite.</p> <p>La rencontre avec la plaignante a permis de mieux comprendre les nuisances subies et ses attentes.</p> <p>Thématique reportée au 14/04/2024 (installations en fonctionnement et présence de l'exploitant).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite